



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction
du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Supplément UNIVERSITÉS à CPS n°68
20 avril 2018

Abrogation de la loi ORE !

Retrait pur et simple du projet de décret sur la licence !

À bas la répression ! Flics hors des facs !

Comment vaincre le gouvernement Macron-Philippe-Vidal ?

Le 8 mars, Macron signait sous l'œil des caméras la loi introduisant la sélection à l'entrée de l'université. Depuis plusieurs semaines, une fraction de la jeunesse étudiante se dresse et cherche les voies et les moyens de combattre cette offensive. Dans plusieurs universités, des assemblées générales massives se sont tenues, à Toulouse, Montpellier, Nantes, Rennes ou Nanterre, des dizaines de milliers d'étudiants se sont réunis et formulent l'exigence de l'abrogation de la loi ORE. Les enseignants cherchent aussi le moyen pour refuser de faire le sale boulot de la sélection, qui résulte de l'application de Parcoursup.

Mais ces étudiants subissent une féroce répression de l'État et des présidences d'Université. Pour les faire taire à tout prix, ils ferment des universités pour empêcher la tenue des AG, agitent la menace des examens, envoient partout les flics ou sont sur le point de le faire et permettent à des bandes fascistes de perpétrer des opérations commandos sur les facs en toute impunité. Mais à n'en pas douter, une frange toujours plus grande de la jeunesse et des enseignants est littéralement révoltée par cette répression et tente de la combattre.

L'objectif de Macron : exclure la grande masse des étudiants de l'université et détruire les diplômes nationaux

Au cœur de la loi ORE, il y a la suppression du BAC comme premier diplôme universitaire. Sa première conséquence est la mise en place, à marche forcée, de la plate-forme Parcoursup, machine à barrer l'accès aux études supérieures pour les jeunes lycéens. Après avoir prétendu pendant des mois le contraire, la ministre Vidal a reconnu que l'absence de réponse positive le 6 septembre équivaldrait à un refus ! La sélection sociale est à peine voilée. Tout est fait dans Parcoursup pour décourager les lycéens de s'inscrire à l'université, notamment ceux des filières pros ou technologiques issus majoritairement des milieux populaires. Certaines universités ont avoué que, n'ayant pas les résultats du BAC, la sélection se ferait sur les notes des lycéens... pondérées par leur lycée d'origine !

Mais pour le gouvernement, ce n'est qu'une première étape. Ainsi, il prépare un projet de décret pour instaurer une licence « à la carte » qui pourrait durer de 2 à 4 ans. Au programme : suppression des rattrapages et de la compensation des notes, mais aussi celle du plancher des 1 500 heures d'enseignements. Ceci aura de lourdes conséquences sur le statut des enseignants-chercheurs dont le service reste basé sur ces heures dites de « présents ». Le gouvernement n'a-t-il pas d'ores et déjà engagé une concertation sur « une meilleure reconnaissance de la formation » dans leur métier ? Il s'agit également de « sensibiliser à l'entrepreneuriat, favoriser l'alternance et, enfin, renforcer, dans les formations professionnalisantes, les liens avec le monde socio-économique ». En clair, faire de la licence un « diplôme maison » sous la coupe du patronat et sans valeur sur le marché du travail.

À quoi se heurtent les étudiants ?

Aujourd'hui, en dépit du caractère massif de certaines AG et du rejet profond que suscitent la loi ORE et le projet décret de modification de l'arrêté licence chez les étudiants, le mouvement se heurte à de nombreux obstacles.

Tout d'abord, les étudiants se retrouvent isolés face à la répression, historique à bien des égards, qui s'inscrit entièrement dans la marche à l'État policier engagée depuis plusieurs années et renforcée par Macron. Les directions de l'UNEF et du SNESup ne défendent toujours pas l'exigence franche : « **À bas la répression, flics hors des facs, réouverture immédiate des facs, constitution de comités de défense** » ! Les directions de confédérations et fédérations syndicales ouvrières, CGT, FO et FSU, portent également une responsabilité considérable en n'œuvrant pas à la mise en place de ces comités de défense contre les agressions policières et fascistes, au compte du combat historique du mouvement ouvrier en défense des libertés démocratiques.

Pour parvenir à ses fins le gouvernement utilise d'un côté la matraque et de l'autre le dialogue social. Bien évidemment, tout dévoué à la cause du capital financier, il ne s'agit pas pour lui de prendre en compte la moindre des revendications des étudiants ou des salariés, il s'agit tout simplement de faire endosser ses contre réformes par les syndicats. C'est la méthode qui lui déjà permis de faire adopter la loi ORE, celle qu'il avait auparavant utiliser pour les ordonnance contre le code du travail. C'est ainsi qu'ont commencé les concertations sur le projet de décret licence. Les dirigeants du SNESup viennent d'annoncer qu'ils refusaient d'y participer pour ne pas « être utilisés pour cautionner une nouvelle concertation qui a pour seul but de détourner les organisations syndicales de leur combat auprès des collègues contre la loi ORE et la plate-forme Parcoursup ». Ils le font parce que ce serait un dévoiement du dialogue social et non pas dans le but de combattre pour exiger le retrait de ce projet. Il reste que c'est un point d'appui pour exiger

que toutes les directions syndicales boycottent cette concertation, et en premier lieu celle du syndicat étudiants l'UNEF, et ce définitivement, pour exiger le retrait pur et simple de ce projet de décret licence.

Du côté des enseignants, il y a de multiples prises de positions locales refusant, à des degrés divers, la participation à la mise en œuvre de Parcoursup, témoignant de leur rejet grandissant de cette loi. Mais cela ne revient au mieux qu'à en ajourner l'application. Comment pourrait-il en être autrement ? En effet, les directions syndicales, UNEF et SNESup en premier lieu, continuent de participer massivement aux instances des universités (CA, conseils d'UFR, CFVU). Ces instances, sous la coupe de leur président qui n'hésite plus à faire appel à la police pour mater les étudiants, appliquent avec zèle la loi ORE. Après avoir défini les capacités d'accueil, puis des critères de sélection –et ce avant même que la loi soit votée! –, ils appliquent aujourd'hui Parcoursup et décident des procédures de tris des étudiants que les enseignants vont devoir mettre en œuvre. Le premier acte d'un véritable combat unifiant étudiants et enseignants pour l'abrogation de la loi ORE, et donc de Parcoursup, ne serait-il pas **que les directions de tous les syndicats appellent leurs représentants à boycotter ces instances qui appliquent la loi ORE ?**

Comment gagner ?

Pour gagner les étudiants ont besoin de construire une véritable Coordination Nationale sur le modèle de 1986. Constituée de délégués élus par des AG dans toutes les facs, mandatés par les étudiants, et intégrant les syndicats, elle avait permis aux étudiants de centraliser et d'organiser un combat victorieux obligeant le gouvernement à battre en retraite et retirer son projet de loi. Aujourd'hui, les étudiants sont pris entre plusieurs feux. L'UNEF qui refuse tout affrontement avec le gouvernement et veut garder le contrôle de la CNE, utilisant pour cela des mandats d'AG croupions, et de l'autre les groupes dit « autonomes » qui se sont souvent projetés à la direction des étudiants dans les facs à l'aide de « comité de mobilisation » qui ne représentent qu'eux-mêmes. Ils cherchent à noyer la seule revendication qui peut rallier la masse des étudiants, à savoir celle de l'abrogation de la loi ORE, dans une myriade de « revendications ». France Insoumise n'est pas en reste ajoutant au concert des journées d'actions des appareils syndicaux, leurs propres initiatives. Les uns et les autres s'entendent parfaitement... pour organiser la division visant à éviter la centralisation de la mobilisation contre le gouvernement !

Malgré son influence déclinante chez les étudiants en raison de ses trahisons répétées, l'UNEF demeure incontournable pour les étudiants – tout comme le SNESup pour les enseignants – comme l'illustre la place de choix que lui accorde le gouvernement dans le dialogue social et son rôle central dans la CNE. Peut-on imaginer faire ravalé à ce gouvernement sa loi ORE sans **imposer à leurs dirigeants de rompre avec ce gouvernement et de réaliser le front unique autour de nos revendications ? : Pour l'abrogation de la loi ORE et le retrait pur et simple du projet de décret sur la licence ! À bas la répression ! Flics hors des facs ! Pour une vraie et unique coordination nationale des étudiants intégrant et imposant ses décisions aux dirigeants de l'UNEF, sur la base de délégués mandatés, la quantité de délégués étant proportionnée à l'importance des AG.**

Pour une organisation révolutionnaire de la jeunesse

La volonté du banquier Macron d'en finir une fois pour toute avec le droit aux études procède des besoins du capitalisme en crise. Non seulement à cause du coût de l'enseignement supérieur, mais plus encore parce qu'il continue de délivrer des diplômes nationaux reconnus par les conventions collectives qui sont des obstacles à la surexploitation et à la baisse de la valeur de la force de travail de l'ensemble du prolétariat, à commencer par celle de la jeunesse. Partout sur la planète, le capitalisme en crise survit au prix d'une barbarie gigantesque et grandissante : les guerres impérialistes, le sort réservé aux migrants, la surexploitation des classes laborieuses des pays dominés, les dégâts toujours plus grands infligés à notre planète, la remise en cause des conquêtes ouvrières arrachées par des décennies de combat du prolétariat.

Face à cela, il n'y a pas d'autre perspective pour la jeunesse que de s'armer politiquement et de s'organiser pour en finir avec le capitalisme, liant son combat aux combats du prolétariat pour jeter les bases d'une autre société : le socialisme, où les moyens de production seront socialisés et où les richesses produites par l'humanité seront destinées à la satisfaction des besoins sociaux, où la destruction de la planète sera stoppée.

La tâche des jeunes révolutionnaires est aujourd'hui de combattre au côté de la jeunesse étudiante, de discuter des voies et des moyens pour vaincre Macron et son gouvernement. Une telle victoire ouvrirait la voie à d'autres combats victorieux comme l'a fait celui des étudiants en 1986, qui avait trouvé son prolongement dans la défaite du gouvernement Chirac en 1988. Mais, de Mitterrand à Hollande, tous les gouvernements qu'ils ont dirigés au nom du PS et qui se sont succédé depuis près de 30 ans, ont poursuivi la même politique contre la jeunesse et la population laborieuse pour le compte des intérêts du capitalisme. Car, le PS comme tous les vieux partis issus du mouvement ouvrier, les dirigeants des syndicats, ont depuis longtemps donné la mesure de leur pourrissement bureaucratique, de leur trahison et de leur intégration servile à la société capitaliste qu'ils ne veulent pas remettre en cause. C'est la raison pour laquelle ils se dressent en obstacle et ne veulent pas organiser le combat pour affronter et vaincre Macron et son gouvernement.

Pour mener ces combats, balayer les obstacles dressés par les vieux appareils, il nous faut construire une organisation révolutionnaire de la jeunesse.